

Séminaire CSA – 23.04.14

Les achats institutionnels au service de l'agriculture familiale

PRESENTATION DE L'EXPERIENCE DE CAPAD POUR LES ACHATS INSTITUTIONNELS AVEC LE PAM

1. Brève présentation de CAPAD

La Confédération des Associations des Producteurs Agricoles pour le Développement, **CAPAD** en sigle, est une OP faitière constituée de 21 483 ménages (62% femmes) regroupés dans 81 Coopératives faisant de la culture (vivriers, fruits et maraichers) et de l'élevage. Elle a un mandat d'accompagner ses membres dans leurs activités pour l'augmentation des revenus et l'amélioration de leurs conditions de vie.

2. Introduction

Depuis 2013, le Gouvernement du Burundi avec ses partenaires techniques et financiers dont le PAM ont initié un programme d'approvisionnement des cantines scolaires par les achats locaux. Un pool des Ministres et des techniciens a visité le Brésil pour partager son expérience sur son programme de cantines scolaires et de faim zéro. A l'issue de ce voyage d'échange d'expérience, un projet pilote est mis en place dans les écoles primaires de l'Ouest du pays avec un appui financier de la coopération Néerlandaise dont la gestion a été confiée au PAM.

Le bureau du PAM au Burundi a voulu utiliser cette opportunité pour appliquer l'approche P4P et ainsi il s'est fait accompagner par des experts P4P pour bien veiller que les petits producteurs soient bien associés et profitent de ce marché.

3. Collaboration entre PAM et CAPAD

Les discussions ont commencé en Août 2013 mais la collaboration formelle vient de se concrétiser en février 2014 par signature d'un accord de partenariat entre PAM et CAPAD sur ce programme d'approvisionnement des cantines scolaires par les achats locaux.

Dès le départ, le dialogue a été participative et la prise de décision a été consensuelle non seulement entre CAPAD et PAM mais également avec d'autres partenaires et intervenants dans la zone : CSA, OXFAM NOVIB, PAIOSA, IFDC etc.

Les denrées intéressant le PAM sont le maïs (grains ou fariné), le riz et le haricot, mais plus tard, le PAM veut ajouter la farine de manioc et l'huile de palme.

4. Sujets des discussions et de négociations :

Ces discussions avec le PAM et les autres intervenants ont porté : (i) sur la participation des petits agriculteurs surtout des femmes dans ce programme, (ii) sur l'accompagnement technique, financier et matériel en mettre en place pour que les OP des petits agriculteurs fournissent au PAM, (iii) sur la définition des critères de choix des OP fournisseurs potentiels, (iv) sur les mécanismes de respect de normes de qualité du PAM et (v) sur les mécanismes de financement pour assurer un préfinancement aux

agriculteurs et pour raccourcir sensiblement les délais de paiement. Ces négociations ont abouti aux conclusions suivantes :

- ***Pour garantir la participation des petits agriculteurs et de leurs organisations, les critères retenus pour le choix des OP ou coopératives ou associations sont les suivants :***
 - ✓ Avoir au moins 75% de petits agriculteurs comme membres et avoir dans ses objectifs une orientation à la commercialisation
 - ✓ Au moins 40% des membres sont des femmes et 50% sont présentes dans les organes de gestion et prise de décisions
 - ✓ Avoir la capacité de rassembler un tonnage minimum : au moins 8 T pour le riz et 3,5T pour le maïs et le haricot
 - ✓ Avoir accès à un entrepôt (loué ou propre) tenu correctement et accessible
 - ✓ Etre reconnu officiellement au niveau soit communal, provincial et/ou national
 - ✓ Avoir un compte bancaire

- ***Pour l'accompagnement technique et le suivi de ces OP sélectionnées, le PAM a confié à la CAPAD les fonctions suivantes :***
 - ✓ l'identification des Organisations de producteurs avec un potentiel de rassembler les produits en quantité et qualité voulues par le PAM;
 - ✓ le renforcement des capacités organisationnelles, les normes de qualité, la contractualisation, le marketing, et d'autres thèmes transversaux comme le genre, l'environnement, ect;
 - ✓ former les OP pour qu'elles soient capables de s'engager efficacement dans les marchés institutionnels comme celui du PAM ;
 - ✓ s'impliquer dans le processus de suivi et évaluation – notamment les enquêtes de début, mi-parcours et finale.

5. Contraintes rencontrés et solutions mises en place:

Les contraintes rencontrées sont deux ordres : techniques, matériels et financiers

Les contraintes techniques sont dues : exigences en termes de normes de qualité par le PAM, insuffisance de l'expertise technique de CAPAD pour ce genre de négociation, insuffisance des productions pour le maïs et le haricot.

Comme solutions :

- le PAM a confié à la CAPAD la mission de former les OP sélectionnées sur les normes de qualité, sur la contractualisation, sur le calcul de coût de production, la fixation des prix, l'analyse de la rentabilité, le stockage, le conditionnement et traitement de leurs produits et de les accompagner techniquement.
- la CAPAD avec l'appui de CSA, s'est lui-même fait assister par un expert consultant ayant une expertise dans les négociations et contractualisation avec les marchés institutionnels. Cela a permis de produire toute la documentation et informations nécessaires pour la mise en œuvre de ce programme, d'analyser les variations des prix sur le marché, de produire un calendrier de livraison et de déterminer les quantités à livrer par OP. Cela a bien orienté les négociations avec les agriculteurs et leurs organisations et avec le PAM.
- les autres intervenants comme IFDC et PAIOSA ont appuyé les agriculteurs pour augmenter la production de maïs et du haricot dans la zone du projet en

disponibilisant des semences et autres intrants de qualité et améliorant leurs capacités sur les techniques culturales.

Les contraintes matérielles : insuffisance d'entrepôts répondant aux normes de qualité dans la zone du projet, manque du matériel de contrôle de qualité,

Comme solutions :

- Mobilisations d'autres intervenants comme le PAIOSA, PRODEFI, ZOA pour la construction des entrepôts mais en attendant, le PAM va apporter des tantes comme solutions provisoire à l'entreposage.
- D'autres partenaires appuyant la CAPAD notamment le CSA et OXFAM NOVIB ont acheté du matériel pour le contrôle de qualité et apporte de l'expertise pour améliorer les connaissances des agriculteurs sur le processus et respect des normes de qualité dès le semis jusqu'à la livraison en passant par le séchage ; l'entreposage, la transformation et conditionnement.

Les contraintes financières : manque d'un fond de préfinancement aux agriculteurs pour les activités liées à la récolte, manque d'avance aux agriculteurs pour bien garantir la livraison des produits

Comme solutions :

- Mobilisation des institutions financières pour l'octroi des crédits aux agriculteurs.
- PAM a accepté de donner sous forme de warrantage une avance de 50% sur les stocks de paddy en attendant la transformation. Concernant les délais de paiement, le PAM s'est engagée à raccourcir ce délai jusqu'à un mois.
- Sur la caution habituellement exigé de 15% par le PAM, elle ne sera pas appliqué aux OP participant dans ce programme pour question de facilité et d'éviter des surendettements.

6. Succès obtenus

- 15 coopératives ont été sélectionnées pour livrer au PAM durant l'année 2014
- PAM a accepté d'alléger certaines de ces conditions pour permettre la participation des petits agriculteurs : octroi d'avance de 50% sur les stocks, suppression de 15% de garantie, facilitation du stockage par la disponibilisation des palettes et des tantes, prise en charge des emballages, chargement et transport des produits.
- PAM a impliqué les autres acteurs : CAPAD pour l'assistance technique aux agriculteurs et à leurs organisations, IFDC sur les aspects d'amélioration de la production.
- Engagement d'autres partenaires comme IFDC, CSA, PAIOSA à soutenir les agriculteurs et leurs organisations pour améliorer leurs performances en matière de contractualisation.
- Les institutions financières ont accepté de participer au programme en octroyant des crédits campagne.

7. Prise en compte de l'environnement

Le développement des activités respectueuses de l'environnement a une importance capitale dans le programme et intervient à plusieurs niveaux :

- Au niveau des champs : ici nous renforçons les capacités des agriculteurs à un changement de comportement et de pratiques pour protéger l'environnement et pour

assurer/conservé la fertilité des sols. Par exemple, l'adaptation des stratégies d'utilisation de la biomasse au lieu de brûler comme avant les herbes, l'utilisation des granulés d'engrais au lieu de faire l'épandage

- Au niveau des coopératives/OP de base : des études d'analyse d'impact environnemental et mise en place des stratégies d'atténuation avant toute installation des équipements de transformations ainsi que la mise en place des modes de traitement et de gestion des déchets respectant l'environnement
- Au niveau des cantines scolaires : des études seront organisées pour analyser la possibilité d'utiliser des énergies alternatives dans la cuisson des aliments, mais aussi des appuis seront donnés pour le traitement et recyclages des déchets.

8. Conclusion

En conclusion, l'initiative mise en place par le Gouvernement du Burundi en collaboration avec ses partenaires dont le PAM, d'approvisionner les cantines scolaires par les achats locaux, a tenu compte de l'expérience et les leçons apprises dans le cadre de P4P, a veillé à la participation des petits agriculteurs et a impliqué dès le départ les OP faitières et d'autres intervenants dans la zone.

Fait par Annick SEZIBERA,

Secrétaire Exécutive de CAPAD